

Le budget

[Traduction]

Mme Blondin-Andrew: Je remercie le député d'en face de m'accorder le respect que l'on doit à tout intervenant dans un débat aussi important que le débat sur le budget. J'espère que je n'ai pas perdu de temps.

Nous avons attaqué les problèmes de plein front et fait de la création d'emplois, de la croissance économique et de la responsabilité financière nos toutes premières priorités. Ce nouveau budget est la plus récente d'un train de mesures visant à assainir les finances publiques et à restaurer la confiance des investisseurs. Lorsqu'elles auront toutes été mises en oeuvre, le Canada attirera les investisseurs tel un aimant, ce qui stimulera la croissance économique, créant les emplois et les occasions de formation indispensables pour que les Canadiens puissent faire face à la révolution technologique en cours.

Les mesures annoncées par le gouvernement le jour du budget sont plus qu'un exercice de réduction des dépenses. Il s'agit d'une restructuration d'envergure qui va changer la façon dont le gouvernement fonctionne et modifier le rôle qu'il joue dans la vie quotidienne des Canadiens. En fait, ce budget procède à une restructuration complète de l'ensemble de la société canadienne.

Comme l'a dit le ministre des Finances dans son discours du budget, le gouvernement doit se réserver ce pour quoi il est le plus compétent et laisser le reste à ceux qui peuvent le faire mieux que lui. Pour les Canadiens, c'est l'occasion unique de s'affirmer et d'avoir une influence directe sur la façon dont leur vie est façonnée et dont la collectivité évolue.

Alors que nous débattons les mérites du budget et les mesures que le gouvernement doit prendre pour remettre de l'ordre dans les finances publiques, nous devons nous rappeler que le cas du Canada est loin d'être unique. Certains pays ont trop tardé à prendre les mesures voulues et se sont retrouvés acculés au pied du mur, alors que d'autres ont pris des mesures dynamiques et positives qui les ont amenés à concurrencer énergiquement les autres économies sur le nouveau marché mondial.

Nous avons beaucoup à apprendre de ces exemples. La Nouvelle-Zélande, par exemple, s'est retrouvée avec une dette et un déficit trop lourds pour son économie. Ce pays est engagé, depuis huit ans, dans une restructuration dramatique et pénible qui l'a obligé à réduire, supprimer ou privatiser des programmes gouvernementaux, à imposer des frais modérateurs pour de nombreux services publics et à adopter de nouvelles mesures, comme la TPS.

Ces mesures ont permis à la Nouvelle-Zélande de réorganiser radicalement l'appareil gouvernemental et d'assainir sa situation financière, au point que le ratio déficit-PIB se situe maintenant à 1 p. 100. La pénible leçon que les Néo-Zélandais ont apprise, et que nous ne devons pas ignorer, illustre ce qui se produit lorsqu'un pays attend trop longtemps pour réagir et se retrouve acculé au pied du mur. Dans ce genre de situation, les pays se rendent vite compte que les décisions qu'ils prenaient au sujet des dépenses sociales sont maintenant prises par des investisseurs et des organismes internationaux.

● (1600)

La Suède, longtemps considérée comme un modèle de société ayant un filet de sécurité sociale très efficace est pour ainsi dire sur le point de se retrouver acculée au pied du mur. En 1994, le ratio dette-PIB de la Suède atteignait le niveau inquiétant de 93 p. 100 et le ratio déficit-PIB se situait à 11,2 p. 100. L'année précédente, ce même ratio avait atteint un niveau record de 13 p. 100.

Le gouvernement suédois éprouve d'énormes difficultés à surmonter ses problèmes et à assainir les finances publiques. Parce que la Suède a trop attendu pour réorganiser son administration publique, elle voit sa marge de manoeuvre considérablement réduite, au point que ses programmes sociaux, admirés dans le monde entier, sont maintenant menacés.

Il faut éviter de nous retrouver dans une telle situation au Canada. Par contre, il existe des exemples resplendissants de pays qui ont reconnu la nécessité de procéder à une réforme avant qu'il ne soit trop tard.

L'Australie s'est lancée dans une restructuration systématique et mesurée du fonctionnement de son gouvernement de façon non seulement à réduire les dépenses publiques, mais encore à faire que ses programmes soient vraiment efficaces et efficaces et vraiment adaptés aux personnes qui ont sérieusement besoin d'aide et de soutien. En 1994, l'Australie affichait un ratio dette-PIB de 34,4 p. 100 et un ratio déficit-PIB de 4 p. 100.

Il nous faut agir dès maintenant, car le pourcentage de notre PIB représenté par notre dette est passé de 17 p. 100 au milieu des années 70 à plus de 71 p. 100 aujourd'hui. Afin de rester maîtres de notre destin et de continuer à mener notre barque, il nous faut changer. Il nous faut nous adapter.

L'an dernier, le gouvernement a consacré près de 58 milliards de dollars aux programmes sociaux. Au cours de la même période, 38 milliards de dollars ont été versés en intérêts sur la dette publique. Si nous ne mettons pas dès maintenant de l'ordre dans nos finances, nous finirons par consacrer davantage d'argent au service de la dette qu'aux programmes sociaux. Si nous ne faisons rien, le Canada, à l'instar d'autres pays, finira par se trouver dans une situation très difficile.

Et c'est tout le sens de ce budget. Il constitue une étape importante dans la restructuration du gouvernement, de telle sorte que celui-ci puisse nous assurer le fondement solide dont nous avons besoin pour procéder à une réforme sociale approfondie qui reflète et satisfasse vraiment les besoins et les priorités des Canadiens dans les années 90.

Les mesures contenues dans le budget appuient, en fait, la politique sociale du Canada en créant un climat économique et fiscal propice à la création d'emplois. Le présent budget reflète le besoin d'équilibre exprimé par un homme des Territoires du Nord-Ouest qui a répondu au cahier sur la réforme de la sécurité sociale. Il a dit ceci: «Il doit y avoir un filet de sécurité qui offre encouragement et possibilités aux personnes qui, pour une raison ou pour une autre, n'arrivent pas à être autonomes.»

Naturellement, certaines personnes s'inquiétaient des répercussions que pourrait avoir le budget sur les programmes sociaux du Canada. Cela n'a rien de surprenant étant donné toutes les suppositions et toutes les fausses informations qui ont été véhi-